



Egypte

Ce mal qui ne dit pas son nom

Le 9 avril, 117 ONG dénonçaient la répression qui sévit en Egypte à l'encontre des personnes affectées par le VIH. L'occasion de rendre publique une situation aussi silencieuse qu'alarmante.

Le 13 janvier, quatre hommes sont déclarés coupables, par le tribunal du Caire, de « pratique habituelle de la débauche » – d'homosexualité selon la loi égyptienne. Verdict : une peine d'un an d'emprisonnement chacun. Même scénario le 4 mars pour cinq autres hommes. Victimes d'une véritable chasse aux sorcières, les homosexuels masculins sont suspectés d'être séropositifs et par là même de constituer un danger pour la santé publique. Lors de leur arrestation, ils subissent de force un test de dépistage au VIH, et l'association de défense des droits humains Human Rights Watch rapporte que ceux dont la séropositivité a été révélée finissent attachés à leur lit d'hôpital pendant plusieurs mois. Depuis octobre 2007, 12 hommes ont été arrêtés par la police du Caire car suspectés d'être séropositifs. Ceci n'est que la face visible de l'iceberg et révèle, outre le conservatisme d'une société très pieuse, son degré de méconnaissance quant à ce qui pourrait devenir un véritable fléau. Car si aujourd'hui, le VIH/sida ne constitue pas une menace imminente, bien des facteurs de fragilité sont présents et laissent présager du pire.

A faible prévalence, grand danger

Depuis 1986 – date du premier cas de sida diagnostiqué – l'Egypte fait figure de bon élève avec un taux de prévalence inférieur à 0,1 % de la population. Un record, certes, vu la situation dans le reste de l'Afrique, mais si le ministère égyptien de la Santé et de la Population fait état de 2 175 cas d'infection au VIH déclarés chez des personnes de nationalité égyptienne et de 700 cas chez des non Egyptiens, l'Onusida parle plutôt de 12 000 personnes qui vivraient avec le VIH. Dans un pays qui compte 74 millions d'habitants, dont une majorité de jeunes, comment expliquer une si faible prévalence ? « Les coutumes et la culture égyptiennes n'encouragent pas à la libération sexuelle et limitent, notamment dans la population féminine, les relations hors mariage », signale le Dr Anne-Marie Moulin (CNRS-Cedej), mais cela n'explique pas tout, et ce qui aujourd'hui relève de la vertu pourrait se révéler porteur du plus grand des dangers. A trop croire que la foi et la moralité protègent du sida et que le virus s'est arrêté à la frontière, les Egyptiens, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, ignorent bien des choses sur le sida, les modes de transmission et les moyens de prévention. Certains – et pas des moins instruits – pensent encore que se baigner dans la même piscine qu'une personne vivant avec le VIH est un facteur de risque.

Des préjugés tenaces

Le sida est perçu comme une maladie venue de l'étranger et qui ne touche que les personnes au comportement considéré comme « déviant », à savoir les homosexuels, les prostitués et les toxicomanes. Or la plupart des cas signalés en Egypte sont dus à une transmission locale, généralement par voie sexuelle, et atteignent surtout les classes d'âge de 20 à 39 ans. Samah Ibrahim est interne en psychiatrie à Alexandrie. « On dénie le problème car on a peur de ce qu'on ne comprend pas, mais les choses changent, sinon, nous ne serions pas là à en parler ». Plutôt que de braquer la population, elle préconise l'usage de la « confrontation négociée », par le biais de campagnes d'information. « Il faut se concentrer sur la prise de conscience », ajoute-t-elle. Et une grosse partie du travail reste encore à faire. Les élèves du secondaire reçoivent un enseignement rudimentaire sur le sujet, mais une étude de la Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine a révélé que, dans les écoles de médecine égyptiennes, les élèves ne recevaient que deux heures de formation sur le VIH au cours de leurs six années d'études. A qui la faute ? Force est de constater que le gouvernement ne s'est jamais lancé dans de grandes campagnes d'information et de prévention, pour ne pas heurter son peuple. En ce qui concerne les autorités religieuses, « elles ne feraient rien d'autre qu'inciter à l'abstinence », déplore Samah. Ainsi, le seul message de prévention qui prévaut aujourd'hui pourrait se résumer comme suit : la foi et les mœurs protègent du sida puisque le sida ne s'attrape que lors de rapports sexuels extraconjugaux ou homosexuels entre deux hommes. Or la plupart des transmissions en Egypte se font lors de rapports hétérosexuels et monogames. Selon le Dr Wessam El Beih, « 80 % des femmes séropositives ont été contaminées par leur mari, et très peu d'entre elles le savent. »

Vers un dépistage anonyme et volontaire

La pression sociale et religieuse est telle que le message préventif a du mal à passer. « Difficile de prôner la prévention lorsque l'on sait qu'une femme trouvée avec des préservatifs dans ses poches est aussitôt considérée comme une prostituée », déplore Anne-Marie Moulin. « Les gens ont plus peur de la société que de la maladie », poursuit-elle. Mais malgré tout, des progrès sont en cours. Le National AIDS Program (NAP), affilié au ministère de la Santé et de la Population, a en charge d'assurer la sécurité lors des transfusions sanguines, le dépistage, la prise en charge médicale, la formation des médecins ainsi que la prévention. C'est bien, c'est mieux, mais pas suffisant et encore trop timide. Même si depuis 2005, le ministère de la Santé a lancé un programme d'implantation de centres de conseil et de tests volontaires (CCTV), et bien qu'aujourd'hui 14 centres de dépistage anonyme et gratuit fixes, et 10 unités de dépistage mobiles aient été mis en place, le volontariat n'est pas ce qui motive. La plupart des tests réalisés le sont par des ressortissants égyptiens souhaitant aller travailler dans les pays du Golfe, et donc obligés de présenter un certificat de séronégativité.

Si tous ces centres sont entièrement régis par le ministère de la Santé, l'ONG Caritas d'Alexandrie possède le sien, entièrement indépendant de l'Etat. Sa particularité est d'accorder « une grande place au soutien psychologique, basé sur l'échange », précise Amal, employée au centre. « La première réaction des personnes qui apprennent leur séropositivité, c'est le choc. Elles ne connaissent rien à la maladie et craignent la réaction de la famille, des amis, des voisins », raconte-elle. « Il faut leur montrer que d'autres gens vivent avec la maladie ». Vivre avec la maladie, l'accepter, c'est une chose, mais jusqu'où le dispositif médical égyptien permet-il l'amélioration de la qualité de vie des malades ? Depuis 2004, le gouvernement offre les médicaments antirétroviraux aux malades du sida. Environ 250 cas sont aujourd'hui sous traitement. Malheureusement, seuls les médicaments de la première génération sont dispensés, de façon anarchique, et l'on commence à enregistrer les premiers cas de résistance. Par

ailleurs, la prise en charge se limite à l'administration d'un traitement médicamenteux et exclut tout accompagnement psychologique ou social.

Quelles perspectives ?

La priorité est à la lutte contre la stigmatisation des personnes affectées par le VIH, et cela nécessite que la société civile s'y attelle, et les autorités religieuses peuvent y contribuer. Pour Amal, « la religion peut véhiculer un message de tolérance. Il faut accepter les personnes touchées par le sida sans se poser la question de savoir comment elles ont été contaminées ». Par ailleurs, un devoir de lucidité impose de regarder les choses en face. « Il ne sert à rien d'incriminer et de stigmatiser les marginaux sociaux ou la débauche des grandes villes. Toute société est potentiellement vulnérable, même les “anges” qui la composent », affirme Anne-Marie Moulin. Et de rappeler que « quand on est médecin, notre devoir est de soigner tout le monde, sans faire entrer ses convictions en ligne de compte ». Il est également nécessaire d'ajuster la stratégie, et de faire en sorte de ne pas froisser la population dans ses valeurs. Aussi, selon elle, « plutôt que de mettre en avant l'argument des droits de l'homme, qui renverrait immédiatement aux droits des homosexuels, il faut montrer que puisque peu de personnes sont contaminées, on peut tenter d'éradiquer le sida pendant qu'il en est encore temps », conclut Anne-Marie Moulin.

Sandrine Issartel

Journal du sida, n° 208, août 2008